



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALOXAN

1 RUE DE L'INDUSTRIE
ZI
67660 Betschdorf

Références : 0723/DB/AG
Code AIOT : 0006700723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ALOXAN, implanté 1 rue de l'Industrie 67660 Betschdorf. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALOXAN
- 1 rue de l'Industrie 67660 Betschdorf
- Code AIOT : 0006700723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALOXAN exploite 1, rue de l'industrie à 67660 BETSCHDORF, un atelier de traitement de surface autorisé par arrêté préfectoral du 16 décembre 1991 où sont exercées des activités d'usinage et d'anodisation de pièces et profils en aluminium et de traitement de surface de pièces industrielles.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 3	Sans objet
2	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 6	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 7	Sans objet
4	Prévention de la pollution souterraine	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 5	Sans objet
5	Condition de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformités au regard des dispositions contrôlées.

Néanmoins, l'inspection procédera à la révision des prescriptions de l'article 3 de l'AP du 19 février 2021, concernant les concentrations maximales autorisées en mg/L qui s'avèrent erronées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 3			
Thèmes : Risques chroniques, Rejets aqueux			
Prescription contrôlée :			
<u>Article 3 - Rejet des eaux industriels</u>			
Le tableau des rejets des eaux industrielles figurant à l'article 4.6-2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 11 décembre 1991 est abrogé et remplacé par le suivant :			
Paramètres	Concentration instantanée maximale en mg/L	Concentration sur 24H en mg/L	Flux sur 24H consécutives en g/jour
MEST	30	22	1 000

DCO	150	67	3 000
NKT (Azote)	13	13	600
PT (Phosphore)	15	7	300
Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Mn, Sn, Pb, Zn)	15	13	600
Al (Aluminium)	5	5	400
Ni (Nickel)	0,15	0,04	100
F (Fluorures)	10	4,5	200

Constats :

Par arrêté préfectoral du 19 février 2021, il est imposé à l'exploitant des valeurs limites de rejet en concentration instantanée maximale limitées à 150 mg/L pour la DCO. L'exploitant reporte les résultats dans GIDAF. Nous constatons régulièrement des dépassements des concentrations instantanées (en mg/L), **tout en respectant les valeurs maximales du flux massique (en g/j) prescrites.**

A noter que les valeurs autorisées par l'arrêté du 29/03/2022 portant autorisation de déversement au réseau public d'assainissement du périmètre de Betschdorf du SDEA, des eaux usées autres que domestiques de la société ALOXAN doivent être inférieures en DCO à 2 000 mg/L en concentration et 3kg/j en flux.

L'exploitant explique les dépassements par un effort constant et significatif pour diminuer ses consommations d'eau dans ses process de production, effort accentué par la publication de l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE. **Il conclut par observer qu'en réduisant sa consommation d'eau, l'effluent s'en trouve plus concentré.**

Concernant les dépassements parfois ponctuels de la DCO d'Aloxan, l'inspection conclut que les valeurs retenues, prescrites dans l'AP du 19 février 2021 concernant les concentrations, sont liées à une erreur d'écriture et propose de reprendre les prescriptions pour les porter à hauteur de celles de la convention de rejet, objet de l'arrêté du 29 mars 2022 entre l'exploitant et la collectivité (SDEA périmètre de Betschdorf).

Cette conclusion est appuyée par le SDEA qui précise les points suivants :

" La société Aloxan doit impérativement respecter les charges maximales en kilogramme/jour des paramètres spécifiés dans l'annexe 1 . Les mesures de concentration en mg/l sont uniquement des valeurs guides sans incidence sur le système d'assainissement. "

A noter que les flux exprimés en kilogramme/jour des paramètres spécifiés dans l'annexe 1 sont équivalents à ceux prescrits dans l'AP du 19 février 2021.
Ce point de contrôle fait ressortir des prescriptions inadaptées qui feront l'objet d'une correction ultérieure rédigée par arrêté complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 6

Thèmes : Risques chroniques, Surveillance et transmission

Prescription contrôlée :

Article 6 - Surveillance et transmission des émissions et des effets sur l'environnement

Les programmes de surveillance de ses émissions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1991 sont maintenus.

L'analyse des rejets est réalisée en référence aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an.

L'exploitant transmet, à l'Inspection des installations classées, les résultats des contrôles périodiques ou inopinés.

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues, ou les démarches engagées pour les déterminer, sont exposées avec des engagements en termes de délais.

Constats :

L'exploitant met à jour GIDAF régulièrement en corrélation avec ses rapports d'analyses reçus, et apporte un commentaire en cas de dépassement des valeurs.

Dans l'optimisation d'un suivi plus régulier, Il reporte à chaque retour d'analyses, toutes les semaines, le résultat de ses mesures sur un tableau informatique, auquel il apporte des commentaires lorsque les valeurs dépassent les prescriptions.

La dernière date de saisie remonte au 31/10/2025.
Ce point de contrôle appelle aucune remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 7
Thèmes : Risques chroniques, Sol et eaux souterraines
Prescription contrôlée : <u>Article 7 - Surveillance des moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les sols et les eaux souterraines</u> <p>L'exploitant met en place un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées et des rétentions, afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'un accident ou d'une pollution des sols et des eaux souterraines. Il assure la maintenance des équipements au regard des informations issues de la surveillance. Les éléments justifiant de la réalisation de cette maintenance sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées et des rétentions, afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'un accident ou d'une pollution des sols et des eaux souterraines, est en place sur site.</p> <p>Les eaux pluviales passent par un séparateur, il est nettoyé autant que de besoin et est régulièrement contrôlé.</p> <p>Il est prévu d'être nettoyé fin novembre 2025, bien que le jour de l'inspection, il présentait un bon état de propreté et d'entretien.</p> <p>Ce constat appelle aucune remarque de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Prévention de la pollution souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 5
Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p>La qualité des eaux souterraines, en aval de l'installation, sera contrôlée par un réseau de puits dont le nombre et l'implantation seront déterminés par une étude hydrogéologique.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni l'étude hydrogéologique prescrite, faisant ressortir l'implantation, en aval du site, d'un seul piézomètre.</p>

<p>Le sens d'écoulement de la nappe phréatique est bien connu au droit du site. L'exploitant effectue ses analyses des eaux souterraines annuellement, sur un échantillon prélevé dans le seul piézomètre présent. Les résultats de ces analyses montrent le respect des valeurs de référence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 5 : Condition de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/1991, article 4.3</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées et subiront un traitement approprié avant rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un séparateur d'hydrocarbures. Le réseau des eaux pluviales est de type séparatif, il est redistribué via le réseau des eaux pluviales communales, puis redirigé vers la STEP de Betschdorf. Ce point appelle aucune remarque de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>